

“L’attitude des États membres affaiblit l’Europe”

 **Après 22 ans de présence au Parlement européen, le président Martin Schulz tire sa révérence.**

Les tensions qui agitent l’hémicycle inquiètent le social-démocrate allemand.

Qui appelle les Européens à retrouver le sens du compromis.

Martin Schulz appelle les groupes pro-européens à ne pas se diviser

**Propos recueillis par
Olivier le Bussy**

Auf wiedersehen, farewell, au revoir. Le social-démocrate allemand Martin Schulz ouvrira pour la dernière fois la séance plénière du Parlement européen, mardi, avant de céder sa place à celui que les eurodéputés auront élu pour le remplacer. Député européen depuis 1994, chef de groupe de 2004

à 2012 puis président de l’institution, il retourne sur la scène politique allemande. Il a dressé son bilan, et évoqué le futur tant du Parlement que de l’Union européenne avec une demi-douzaine de journaux européens, dont “La Libre”.

Comment vivez-vous vos derniers jours au Parlement européen ?

C’est un sentiment étrange. Mais pour éviter d’être trop émotionnel, je pense au principe de la démocratie : les mandats

sont limités dans le temps et c’est une bonne chose.

La vie politique est plus dure à Berlin qu’à Bruxelles...

C’est un préjugé. On a tort de considérer que nous sommes ici dans un centre de bien-être. Les parlements nationaux adoptent des lois qui ne s’appliquent que dans un seul pays; nous adoptons des lois contraignantes pour 508 millions de ci-

toyens répartis dans vingt-huit pays souverains. Imaginez ce que cela représente comme pression venant des gouvernements, des parlements nationaux, des lobbies. Sans oublier que nous devons entrer dans le détail de ces législations, parfois beaucoup plus complexes que dans un contexte national, parce qu'il faut prendre en compte l'interdépendance des différents niveaux de pouvoirs : régionaux, nationaux, européens et international. C'est un travail très difficile.

Au début de la législature vous avez poussé pour la formation d'une "grande coalition" entre le Parti populaire européen (PPE, centre-droit et droite) et les socialistes et démocrates (S&D). Qui l'a fait voler en éclat ? Le PPE, qui réclame la présidence, ou le S&D qui revient sur un accord qu'il a passé ?

L'accord disait deux présidences (des institutions) socialistes – une présidence PPE pendant la première partie de la législature; deux PPE-une PSE dans la seconde. Ça a été signé le 24 juin, j'ai été élu le 1^{er} juillet, Jean-Claude Juncker (PPE, à la tête de la Commission) le 12, (Donald) Tusk en août (PPE, au Conseil européen). Quand nous avons signé cet accord, la candidate pour le Conseil européen était (la sociale-démocrate danoise) Helle Thorning-Schmidt. Nous avions une coopération, une collaboration, et à présent un parti occuperait tous les postes ? C'est inhabituel. Bon, voilà, c'est fini, ce n'est plus la peine d'en parler.

Mon conseil est que les forces proeuropéennes PPE, S&D, ALDE et les Verts cherchent à bâtir la coopération la plus large sur un certain nombre de dossiers. Lors de mon premier mandat, nous avions des échanges permanents avec ces groupes.

Vous craignez que le Parlement ne soit plus en mesure de fonctionner comme il l'a fait ces dernières années, faute d'accord de coopération avec les deux grands groupes ?

Non. Le Parlement européen prend des décisions. Le problème de l'UE n'est pas le processus de décision ou la coopération au sein du Parlement – à la fin, nous trouverons toujours une majorité. Le problème est la situation actuelle au Conseil : près de 90 % des sujets en suspens n'aboutissent pas parce qu'ils sont bloqués au Conseil. Ce qui serait dommageable est que nous ne trouvions plus le chemin du compromis. Mais un des éléments clés de la démocratie est la capacité à faire des compromis. A la fin il faut une majorité. Si nous abandonnons cette volonté de forger des compromis au niveau transnational, alors, on retourne à l'ère des confrontations nationales au sein du Conseil.

Si cette situation perdure, la capacité d'agir de l'UE sera mise à mal ? Le président de la Commission va-t-il en pâtir ?

Il y a des risques. Je souligne que je n'ai pas supporté inconditionnellement la Commission. Mais comparez la Commission Juncker à mi-mandat avec la Commission après dix années de présidence de José Manuel Barroso. Elle était une institution marginalisée. Elle est, via la coopération avec le Parlement, de retour au centre du jeu politique, jouant son rôle de médiateur entre l'intergouvernemental et le communautaire. C'était mon objectif : renforcer les institutions communautaires. L'UE souffre de l'impact croissant des Etats membres, qui cherchent à imposer au niveau européen leurs intérêts particuliers. Cette stratégie affaiblit chaque jour les institutions communautaires.

Quel est, selon vous, votre plus grand succès

en tant que président du Parlement ?

C'est aux autres de juger mon héritage. Quand j'ai pris la présidence du Parlement il y a cinq ans, j'ai dit que je voulais qu'il soit plus visible, plus audible, plus puissant. Je pense que nous y sommes parvenus, ainsi qu'à user de l'énorme influence dont il dispose et à faire comprendre aux institutions exécutives que dans une démocratie, la légitimité vient du Parlement.

Les deux grandes puissances, les Etats-Unis et la Russie, sont inamicales envers l'UE. Quelles en seront les conséquences politiques ?

C'est trop tôt pour répondre à cette question, M. Trump entre en fonction le 20 janvier. Je sais que les membres de la Chambre des représentants et du Sénat ne sont pas prêts à abandonner la traditionnelle coopération transatlantique. C'est évident qu'en recevant M. Farage (un des artisans du Brexit, Ndlr), M. Trump montre qu'il n'est pas un partisan enthousiaste de l'intégration européenne. Mais je pense que dans un délai assez court, il va découvrir qu'une fructueuse collaboration entre les Etats-Unis et l'UE est dans notre intérêt mutuel.

Quelle doit être l'attitude de l'UE vis-à-vis de M. Trump ?

Le respecter et attendre de lui du respect pour nos politiques.

Peut-on respecter un président qui est peut-être élu avec l'aide de la Russie ?

Si la Russie a vraiment influencé cette élection cela serait un vrai problème et un signal d'alerte pour nous, pour les élections à venir. Mais nous devons apprendre à vivre avec le président Trump.

“Si les Etats membres ne reprennent pas possession de l'Union qu'ils ont bâtie, elle sera en péril”

La Commission est plus forte qu'il y a deux ans et demi, dites-vous. Diriez-vous la même chose de l'Union européenne ?

Non. Elle est dans une situation réellement difficile. L'Union européenne est aussi forte que les Etats membres l'autorisent. Ce n'est pas l'Union qui a fondé la République fédérale allemande, ou la France, ou inventé l'Italie. C'est l'inverse : les Etats membres ont créé l'Union, et s'ils ne reprennent pas possession de l'Union qu'ils ont bâtie, elle sera en péril. J'en appelle aux Etats membres : arrêtez de rejeter toutes les fautes sur l'Europe et de parler de diktat de Bruxelles. Néanmoins, nous avons une opportunité. Le Brexit oblige autant le Royaume-Uni que les Vingt-sept à penser au futur et à l'élaborer d'une manière qui convienne pour le XXI^e siècle.

Des deux côtés de la Manche, on sous-estime le drame que constitue le Brexit : le départ d'un pays du G7, de la deuxième économie de l'Union, d'un pays qui a un siège permanent au Conseil de sécurité de l'Onu affaiblit l'UE. Mais si le Royaume-Uni est membre du G7 et deuxième économie de l'UE, c'est aussi grâce à son accès illimité au marché intérieur européen. Et cela a été

coupé par le vote des citoyens britanniques. Les Vingt-sept doivent saisir la chance de réformer l'Union européenne, de conclure un deal honnête avec le Royaume-Uni, mais sans renoncer à nos principes. Il faut un nouveau départ. Je ne suis pas à 100 % convaincu que cela se produira, mais l'opportunité est là.

Les différentes échéances électorales de 2017 vont-elles paralyser l'Union ?

Je ne dirais pas “paralyser”, mais l'élection présidentielle en France et les législatives allemandes auront un impact sur la scène politique européenne. En 2017, le futur de la coopération franco-allemande sera influencé par les résultats de ces élections, c'est certain.

Et si Marine Le Pen gagne ?

Si M^{me} Le Pen devient présidente de la République et organise un référendum pour que son pays quitte l'euro, cela mènerait l'UE, et la France en particulier, à un désastre. Mais je suis as-

sez optimiste quant au fait que Marine Le Pen ne remportera pas cette élection.

Quand vous êtes entré au Parlement européen, il y avait un certain élan européen. Aujourd'hui, le projet européen est en péril.

A quel moment, selon vous, la situation a-t-elle basculé ? Avec la crise de la zone euro ?

A mon avis, cela a débuté avec les référendums en France et aux Pays-Bas (et les “non” au traité constitutionnel européen, Ndlr) de 2005. Peut-être même avant. Cette intégration toujours plus profonde, ce projet de rendre l'Europe plus forte dans le monde globalisé du XXI^e siècle était et est toujours le bon projet. Mais dans l'esprit de nombre de citoyens, cela a créé des amalgames, ils ont pensé que les identités nationales devaient disparaître. Nous avons souvent sous-estimé cela. Cette méfiance, et cette crainte d'ouvrir les frontières, les marchés nationaux – le plombier polonais – datent déjà d'il y a une dizaine d'années. La crise financière

l'a aggravée. Nous avons échoué à expliquer pourquoi il est nécessaire de transférer des pans de souveraineté à l'échelon européen. A fortiori que les dirigeants européens rentrent chez eux en expliquant qu'ils ont été obligés de le faire.

Comment contrer la montée du populisme ?

Vous n'arriverez jamais à enrayer la montée des populistes si vous n'offrez pas des solutions concrètes aux inquiétudes et aux soucis des citoyens ordinaires. Il y a un phéno-

mène répandu dans tous les Etats membres de l'Union : les gens qui respectent les règles de la démocratie, qui travaillent au bon fonctionnement de la société, ont souvent le sentiment qu'ils ne sont pas respectés par cette société. A présent, dans l'Union, les responsables politiques demandent aux gens de travailler plus longtemps, pour des salaires moindres, de payer pour les services, d'avoir de plus petites pensions... Et pour quoi ? Les gens constatent que c'est pour sauver des banques, alors

que leurs enfants sont au chômage. Tout cela crée un profond ressentiment. Les gens constatent qu'il y a des milliards disponibles – dans ce Parlement nous parlons de l'attribution de millions tous les jours – alors que pour eux, 1000 euros est une somme vitale. Ils n'ont pas l'impression que les milliards dont nous discutons ont à voir avec leurs 1000 euros, alors que c'est le cas. Le point de départ, c'est la confiance des citoyens dans le fait que l'on s'occupe d'eux. Je n'ai de cesse de penser à la façon de regagner cette confiance.